

**GOVERNANCE ET PRATIQUES DE LA COMMUNICATION FINANCIERE : UNE ETUDE EMPIRIQUE
DANS LES SOCIETES ANONYMES CAMEROUNAISES**

Dagobert NGONGANG

Enseignant à la FSEG - Université de Ngaoundéré - B.P. : 454 Ngaoundéré – CAMEROUN



Dr. Dagobert NGONGANG, chargé de cours, est actuellement chef de département de comptabilité – finance à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Ngaoundéré (Cameroun). Membre du Laboratoire de Recherche en Economie et Gestion des Organisation (LARIGO), ses domaines de recherche portent principalement sur le système d'information et le financement des PME. Il est auteur de plusieurs articles et communications publiés aux niveaux national et international.

Résumé :

Cette étude a pour objectif, d'une part, de présenter les mécanismes de gouvernance et les pratiques de communication financière et d'autre part, d'analyser les implications des structures organisationnelles et dirigeantes respectivement sur la qualité et l'étendue de la communication financière dans les sociétés anonymes camerounaises.

Utilisant une approche explicative et sur la base d'un échantillon constitué de 78 sociétés anonymes, l'étude note que la pratique de la communication financière est faible sur les aspects qualitatif et étendue. Les résultats montrent un lien statistiquement significatif entre les structures dirigeantes et organisationnelles, et la pratique de la communication financière.

Mots clés : Gouvernance, Pratique de la communication financière, Qualité, Etendue, Société anonyme

Abstract:

The objective of this study is to present the governance mechanism and the communication practices on one hand and to analyse on the other hand the implications of the organisational and management structure respectively, on the quality and the financial communication spread of Cameroonian Public Limited Companies (PLC).

Using an explanatory approach and based on the sample of 78 Public Limited Companies, the study notice that the financial communication practices is weak in terms of quality and spread. The results show that, there is a statistical link between the management and organisational structures and the practice of financial communication.

Key words: Governance, Financial communication practice, Quality, Spread, Public Limited Company

Dans un contexte caractérisé par de nombreux scandales financiers qui ont eu lieu en Europe et aux États-Unis (cas des sociétés Enron, Worldcom, Parmalat, Vivendi), les débats actuels sur la gouvernance d'entreprise traduisent la nécessité de restaurer la confiance vis-à-vis des sociétés cotées et de leurs dirigeants, et mettent l'accent sur le rôle de la communication financière dans l'atteinte de cet objectif (Onnée et Chekkar, 2005). Leurs conséquences ne se limitent pas aux sociétés cotées aux États-Unis, mais vont bien au-delà des frontières de tous les pays du monde où selon Bertrand (2002), la communication financière est devenue un processus stratégique de transmission d'une représentation de la réalité.

Aujourd'hui, une pression de plus en plus forte s'exerce sur les dirigeants d'entreprises pour qu'ils améliorent la transparence de leur gestion (Labelle et Schatt, 2005). Les mécanismes de gouvernance ayant des effets sur les pratiques de communication financière, il nous a semblé nécessaire de les caractériser dans les sociétés anonymes camerounaises avec l'avènement de Douala Stock Exchange (DSE). Quelles sont les pratiques de communication financière et quelle est l'incidence des mécanismes de gouvernance sur les pratiques de communication ?

Cette communication se propose d'analyser les mécanismes de gouvernance et les pratiques de communication financière d'une part, d'étudier l'impact de ces mécanismes sur la qualité et sur l'étendue de la communication financière dans les sociétés anonymes camerounaises d'autre part.

Après avoir examiné, la problématique de la gouvernance et de la pratique de la communication financière, nous décrirons la méthodologie de l'étude et analyserons les résultats de l'étude.

I – PROBLEMATIQUE DE LA GOUVERNANCE ET DE LA PRATIQUE DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

La gouvernance d'entreprise reprend un ensemble d'instruments, de mécanismes censés réguler l'action des dirigeants en vue de satisfaire les intérêts des actionnaires. La communication permet d'accroître la transparence et semble être le meilleur moyen d'instaurer une bonne gouvernance. Il s'agit ici, pour nous, de décrire le passage de la publication à la communication financière et de préciser la notion de gouvernance, avant d'envisager la relation entre les mécanismes de gouvernance et les pratiques de communication financière.

I.1. DE LA PUBLICATION A LA COMMUNICATION FINANCIERE

Selon Guimard (2001), la fonction communication financière est née dans les sociétés cotées en bourse. Le passage de la simple publication financière au milieu des années 80, se traduit par un changement de la nature des informations.

Le verbe publier est emprunté au latin « *publicare* », dérivé lui-même de *publicus* qui signifie mettre à la disposition du public, exposer, étaler (des livres). Le substantif « publicité » est enregistré pour la première fois en 1689 et s'entend de l'action de porter à la connaissance du public une information. La publication financière s'apparente à un « marketing financier ». Le verbe communiquer a été emprunté au latin *communicare* qui signifie « avoir partagé », « être en relation avec ». Le substantif « communication » est emprunté au latin *communicatio*, qui signifie « mise en commun, échange de propos, action de faire part ». Étymologiquement communiquer est un acte concret. Nous pensons que dans cet acte concret de communication financière la relation est une composante clé. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle depuis le milieu des années 80, l'expression « communication financière » se généralise et se substitue à « publication financière » (Onnée et Rahma, 2005). Cette nouvelle désignation prend en compte l'intégration de la dimension relationnelle de l'acte.

La littérature offre plusieurs définitions de ce concept nouveau que Léger (2003) considère comme une forme de communication des entreprises vers les actionnaires, investisseurs, analystes financiers et journalistes. C'est la mise en œuvre, le développement ou l'amélioration des techniques destinées à augmenter la marge de manœuvre d'une entreprise cotée sur des marchés financiers soumis à une forte concurrence. La communication financière devient ainsi un exercice qui participe au dynamisme de la relation entre l'entreprise et ses différents publics et, qui favorise sa propre pérennité.

I.2. LA NOTION DE GOUVERNANCE

Shleifer et Vishny (1997) définissent la gouvernance de l'entreprise comme l'ensemble des mécanismes par lesquels les apporteurs de capitaux garantissent la rentabilité de l'action. Ces auteurs centrent leur conception de la gouvernance sur la protection des actionnaires comme bénéficiaires exclusifs de la valeur. Charreaux (1997) lui, propose une approche plus large en la concevant comme l'ensemble des mécanismes qui gouvernent le comportement des dirigeants et délimitent leurs latitudes discrétionnaires. Il s'agit d'un éventail de normes qui visent à homogénéiser les fonctions d'utilité des dirigeants et des actionnaires. Selon Reberioux (2003), la gouvernance est la structuration et l'exercice du pouvoir dans les organisations. Dans le même sens, Rajan et *al.* (2000) disent d'elle qu'elle est l'ensemble des mécanismes d'allocation et d'exercice du pouvoir ou de l'autorité hiérarchique. Ils soutiennent que la répartition du pouvoir et de la valeur créée entre les parties actives au sein de la firme, sont un mécanisme de gouvernance centré sur la prévention des conflits et donc sur la convergence des fonctions d'utilité.

La gouvernance utilise un certain nombre de mécanismes aussi bien internes qu'externes. Dans le cadre de cette étude menée dans un contexte d'absence de marché organisé et efficient, nous nous attarderons sur les mécanismes internes.

I.3. ANALYSE DE LA RELATION GOUVERNANCE ET PRATIQUES DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

La mise en œuvre des mécanismes de gouvernance a un impact sur le niveau de divulgation et de qualité de l'information financière publiée, et même sur la pratique de la communication financière. Dans cette section, nous analyserons l'impact de la structure d'organisation sur la pratique de la communication financière d'une part et l'impact de la structure de direction sur la pratique de la communication financière d'autre part.

La structure d'organisation sera appréhendée sous trois angles : la structure de l'actionnariat, le contrôle de l'actionnariat et le cumul de fonctions. Ces éléments sont susceptibles d'influer sur la pratique de la communication, c'est-à-dire autant sur sa qualité que sur son étendue.

Le développement des entreprises modernes s'est traduit par une dissociation entre les détenteurs du capital (actionnaires) et les dirigeants, et a aboutit, par conséquent, à une séparation entre les fonctions de propriétés et de décision. Les entreprises dont le capital est dispersé dans le public n'ont pas la capacité de contrôler la performance du dirigeant. L'information est distribuée de façon asymétrique. Chau et Gray (2002) montrent que les publications volontaires sont positivement liées à la dispersion de l'actionnariat. Plus le capital devient dispersé dans le public, plus la demande en information sera considérable. Lorsque le capital est concentré dans les mains de quelques actionnaires, les coûts d'agence résultent de la présence de conflits d'intérêts entre les actionnaires.

Les intérêts de ces derniers seront lésés, et les dirigeants seront amenés à publier moins d'informations facultatives (Ho et Wong, 2001). Des études sur la relation entre la structure de propriété et la qualité de la communication financière ont été menées. El-Gazzar (1998) pense que l'actionnariat institutionnel a un effet positif sur la communication. Par contre, Bushee et Noe (2000) ont trouvé une relation inverse entre la concentration de l'actionnariat institutionnel et l'étendue / qualité de la communication financière.

L'entreprise contrôlée par une famille possède des caractéristiques qui lui sont propres. La présence d'un membre de la famille à la tête de l'entreprise influence la vision des choses, la perception, la structure et le fonctionnement de cette entreprise. Selon Pichard-Stamford (2002), la famille peut gérer l'entreprise en s'appuyant sur la majorité du capital et/ou du contrôle. Les entreprises contrôlées par un groupe familial tendent à fournir peu d'information en externe. En effet, la demande d'information est faible parce que le principal la possède déjà. Ainsi, on observe une opacité en matière d'information qui se traduit par la mauvaise qualité de la communication.

D'après la théorie d'agence (Jensen et Meckling, 1976 ; Fama et Jensen, 1983), la concentration des pouvoirs signale l'absence de séparation des décisions de gestion et de celles de contrôle. Pour Aveni (1994), cette dualité tout en limitant l'indépendance du Conseil d'Administration, pourrait réduire son habilité à remplir ses rôles de surveillance et de gouvernance incluant les politiques de divulgation d'information et des acteurs externes. Plusieurs travaux sont consacrés à l'effet de la dualité direction/contrôle sur la divulgation des informations. Pour Forker (1992), la séparation des rôles peut accroître la qualité de contrôle et réduire ainsi la probabilité de rétention de l'information de la part des dirigeants. Ainsi, la qualité de divulgation s'améliore. Cependant Haniffa et Cooke (2000) et Coulton et Taylor (2001) n'ont pas pu vérifier l'hypothèse selon laquelle, il y a une relation positive entre la séparation des rôles et l'étendue de la divulgation.

La structure dirigeante est appréhendée sous les angles de la taille du Conseil d'Administration, la présence d'administrateurs indépendants dans ledit conseil et la compétence financière du dirigeant. Le Conseil d'Administration est souvent considéré comme l'une des composantes essentielles du système de gouvernement d'entreprise (Charreaux et Pitol-Belin, 1990 ; Ginglinger, 2002). Sa taille et la présence d'administrateurs ont des effets sur la qualité de l'information financière et, par conséquent, sur les pratiques de la communication financière.

Plusieurs recherches ont été menées sur l'impact de la taille du Conseil d'Administration. Il en ressort l'idée d'une relation négative entre la taille du conseil d'administration et la valeur de l'entreprise (Jensen, 1993), le turnover du PDG, la divulgation d'information (Culton et Taylor, 2001), l'efficacité du conseil d'administration (Jensen, 1993 ; Yermack, 1996), le return on assets. D'autres

études relèvent plutôt une relation positive avec la valeur de l'entreprise (Ferris, 2005). L'impact de la taille du Conseil d'Administration sur la qualité de l'information n'est pas évident ; mais les arguments avancés prouvent que les petits conseils sont plus efficaces et mènent par conséquent à l'amélioration de la qualité de l'information.

Pour les tenants de la théorie de l'agence, le Conseil d'Administration est un mécanisme interne clé pour contrôler l'opportunisme des dirigeants à la condition qu'il soit efficace. L'une des variables à la base de cette efficacité serait le degré de son indépendance par rapport aux dirigeants. De nombreuses études ont été réalisées sur la contribution des administrateurs. Il s'en dégage qu'il existe une relation positive entre la présence d'un administrateur et la divulgation financière obligatoire, l'étendue de la divulgation (Labelle et Schatt, 2005), la qualité de la divulgation (Forker, 1992), la réduction des problèmes d'agence (Fama et Jensen, 1983) et le contrôle plus efficace des dirigeants (Leftwich et al. 1981). Cette relation est négative avec la divulgation des informations volontaires (Eng et Mak, 2003). Cette relation est neutre avec le niveau de détail de l'information (Coulton et Taylor, 2001) de même qu'avec la décision de divulgation (Wright, 1996).

La production et le contrôle de la qualité de l'information financière et comptable font partie des tâches du dirigeant et du Conseil d'Administration. L'accomplissement de ces missions suppose l'existence des compétences comptables et financières chez le dirigeant. Parmi les facteurs de contingence comportementale (Chapelier, 1994), la compétence financière du dirigeant est un facteur très déterminant ; surtout que le dirigeant assure le rôle de producteur et d'utilisateur des états financiers (Lacombe Saboly, 1994).

II. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Le cadre méthodologique nous permettra de présenter les outils d'analyse utilisés et les caractéristiques de l'échantillon.

II.1. LES OUTILS D'ANALYSE

Trois outils d'analyse ont été utilisés : le coefficient de symétrie (« Skewess ») qui indique si les observations sont réparties équitablement autour de la moyenne ; le coefficient de concentration (« Kurtosis ») qui compare la forme de la courbe de distribution des observations à celle de la loi normale ; le test d'inférence du khi-deux qui permet de mesurer l'association qui existe entre les variables de gouvernance et de la communication financière.

II.2. LES CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON

L'administration du questionnaire s'est faite dans les deux grandes villes du Cameroun que sont Douala et Yaoundé. Au total, 100 propriétaires-dirigeants des sociétés anonymes ayant un effectif du

personnel au moins égal à 50 personnes ont été enquêtées. En retour, nous avons disposé de 78 questionnaires exploitables.

S'agissant de l'entreprise, on note que 32.1 % exercent dans le commerce, 39.7 % dans l'industrie, 28.2 % exercent dans les services. Sur un autre plan, 24.4 % ont un effectif du personnel compris entre 50 et 99 personnes, 46.3 % entre 100 et 199 personnes et 29.3 % emploient plus de 200 personnes.

Concernant le niveau scolaire des dirigeants, 33.3 % ont un niveau d'éducation du primaire et 65.4 % ont un niveau du supérieur. 53.8 % ont une formation en gestion tandis que 46.2 % n'ont pas une formation appropriée en gestion. En ce qui concerne leur âge, 15.4 % ont moins de 30 ans, 30.8 % ont un âge compris entre 31 et 50 ans et 53.8 % ont plus de 50 ans.

Le cadre méthodologique étant précisé, nous allons analyser les résultats de l'étude.

III – RESULTATS DE L'ETUDE

Nous allons d'abord analyser les pratiques de la communication, ensuite nous examinerons les implications de la structure organisationnelle sur la qualité de la communication financière et, enfin, nous envisagerons les implications de la structure de direction sur l'étendue de la communication financière.

III.1. ANALYSE DES PRATIQUES DE COMMUNICATION FINANCIERE

Les pratiques de la communication financière sont multiformes. Dans le cadre de cette étude, nous allons nous intéresser à trois aspects : la qualité, les cibles et les thématiques de la communication financière.

La qualité de la communication financière a été mesurée à l'aide d'une échelle constituée de 4 items. Les résultats du tri à plat sont donnés dans le tableau 1 suivant :

Tableau 1 : Répartition des entreprises selon leur qualité de publication des états financiers.

	Irrégulière		Régulière		Très régulière		Kurtosis	Skewness
	Eff	%	Eff	%	Eff	%		
Fréquence de publication	22	28,2	25	32,1	31	39,7	- 1,485	- 0, 272

Respect des normes	14	17,9	24	30,8	40	51,3	-0,996	- 0,656
Respect des délais	10	12,8	23	29,5	45	57,7	- 0,472	- 0,912
Accessibilité des informations	3	3,8	16	20,5	59	75,6	2,269	- 1,753

A la lecture de ce tableau, nous pouvons dire que la communication financière des entreprises est de bonne qualité. En effet, tous les coefficients de symétrie (« Skewness ») ont des valeurs négatives, ce qui signifie que, comparées à la distribution normale, les observations sont plutôt concentrées vers les valeurs les plus élevées. Toutefois, un coefficient de concentration est positif (accessibilité des informations) ; ce qui traduit une forte concentration des observations. Pour les autres items (Kurtosis négatif), les avis sont partagés.

La cible de la communication financière a été mesurée par l'importance que l'entreprise accorde aux différentes cibles possibles de la communication financière. Les résultats nous montrent que les cibles les plus importantes sont respectivement les actionnaires majoritaires (100 %), les actionnaires individuels (73.1 %), les banques (70.5 %), le Conseil d'Administration (69.2 %) et les pouvoirs publics (50 %). La communication financière envers les créanciers, les collectivités locales et la société civile est moins importante. Ce résultat en faveur des actionnaires s'insère en droite ligne des principaux constats de la littérature (Epstein et Freedmann, 1994) et ceux de Cauvin et al. (2006).

La thématique de la communication financière a été mesurée par l'importance que l'entreprise accorde aux différentes thématiques possibles de la communication financière. Les résultats du tri à plat sont donnés dans le tableau 2 suivant :

Tableau 2 : Répartition des entreprises selon les thèmes de la communication financière

	Pas important		Important		Très important		Skewnes s	Kurtosi s
	Eff	%	Effe	%	Effe	%		
Actionnaires	0	0,0	1	1,3	77	98,7	-8,832	78,000

Clients	0	0,0	5	6,4	73	93,6	-3,629	11,466
Ressources Humaines	0	0,0	14	17,9	64	82,1	-1,703	0,924
Gouvernance	0	0,0	10	12,8	68	87,2	-2,268	3,226
Concurrent/ part de marché	13	16,7	6	7,7	59	75,6	-1,480	0,411
Produits	17	21,8	11	14,1	50	64,1	-0,938	-0,883
Management des risques	43	55,1	30	38,1	5	6,4	0,794	-0,333
Recherche et développement	28	35,9	26	33,3	24	30,8	0,096	-1,507
Stratégie	17	21,8	31	39,7	30	38,5	-0,293	-1,216
Principaux indicateurs monétaires	43	55,1	17	21,8	18	23,1	0,666	-1,221
Développement durable	27	34,6	18	35,9	23	29,5	0,094	-1,443

Les résultats de ce tableau nous indiquent que la thématique est variée et les entreprises n'accordent pas la même importance à tous les thèmes. Elles ont une prédilection, c'est-à-dire qu'elles accordent une très grande importance (« Kurtosis positif ») aux thématiques liées à l'actionnariat, à la clientèle, à la gouvernance et, à la gestion des ressources humaines. Pour ces thématiques, les coefficients de symétrie (« Skewness ») sont tous négatifs. Ainsi, comparées à la distribution normale, les observations sont plutôt concentrées vers les valeurs les plus élevées. Nous constatons que ce sont les thèmes d'actualité qui sont en tête du classement et ces résultats sont similaires à ceux de Cauvin et al. (2006).

Pour les thématiques liées au management des risques, à la recherche et développement, au développement durable, les coefficients de concentration (« kurtosis ») sont négatifs, ce qui signifie que les avis sont partagés. Par ailleurs, tous les coefficients de symétrie (« Skewness ») sont positifs et faibles, et traduisent le fait que les observations sont réparties équitablement autour de la moyenne.

Une analyse globale de la communication financière nous montre, d'une part, que sur la qualité, 55,1 % des entreprises de l'échantillon ont une qualité de communication faible alors que 44,9 % ont une qualité forte. D'autre part, sur l'étendue, 52,9 % des entreprises ont une étendue de la communication financière faible alors que 47,4 % ont une étendue élevée.

III.2. ANALYSE DES IMPLICATIONS DE LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE SUR LA QUALITE DE LA COMMUNICATION

Le test d'homogénéité entre la structure organisationnelle et la qualité de la communication financière a permis d'établir le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 : *Appréciation de la relation entre la structure organisationnelle et la qualité de la communication financière*

Variables % en colonne		Qualité de la communication		Chi-deux	Prob	DDL	Phi	C
		Faible	Forte					
Concentration De l'actionnariat	Moins de 50 %	25.6	57.1	8.026	0.005	1	- 0.321	0.305
	Plus de 50 %	74.4	42.9					
Contrôle de l'actionnariat	Pers. Morale	18.6	54.3	10,854	0,001	1	- 0,373	- 0,373
	Pers. Physique	81.4	45.7					
Cumul de fonction	Non	32.6	68.6	10,016	0,002	1	- 0,002	0,337
	Oui	67.4	31.4					

La concentration de l'actionnariat a ainsi un effet sur la qualité de la communication financière. En effet, 74.4 % des entreprises ayant une qualité faible de la communication financière ont une concentration de plus de 50 % alors que 57.1 % des entreprises ayant une qualité forte de la communication financière ont une concentration de moins de 50 % (prob. = 0.005). Les mesures d'association (phi = - 0.321 ; C = 0.305) attestent une relation d'intensité opposée entre les deux variables. La concentration du capital influe sur la qualité de la communication financière. Ce

problème relève de l'opportunisme des dirigeants. Ce résultat corrobore ceux de Enk et Mak (2003) et Ho et Wong (2001).

Concernant le contrôle de l'actionnariat, il a un effet sur la qualité de la communication financière. En effet, 81.4 % des entreprises ayant une qualité faible de la communication financière sont des entreprises familiales ou de personnes alors que 54.3 % des entreprises ayant une qualité forte de la communication financière sont contrôlées par une personne morale (prob. = 0.001). Les mesures d'association ($\phi = -0.373$; $C = 0.373$) attestent de l'existence d'une relation d'intensité moyenne entre les deux variables mises en relation. Ce résultat confirme les idées de Ho et Wong (2001).

S'agissant du cumul de fonctions, il a un effet sur la qualité de la communication financière. En effet, 67.4 % des entreprises ayant une qualité faible de la communication financière fonctionnent avec le cumul des fonctions alors que 68.6 % des entreprises ayant une qualité forte de la communication financière ne fonctionnent pas avec le cumul des fonctions (prob. = 0.002). Les mesures d'association ($\phi = -0.002$; $C = 0.337$) attestent une relation d'intensité opposée entre les deux variables. Le cumul de fonctions influe sur la qualité de la communication financière.

III.3. ANALYSE DES IMPLICATIONS DE LA STRUCTURE DIRIGEANTE SUR L'ÉTENDUE DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE

Le test d'homogénéité entre la structure dirigeante et l'étendue de la communication financière a permis d'établir le tableau 4 suivant :

Tableau 4 : *Appréciation de la relation entre la structure dirigeante et l'étendue de la communication financière*

Variables % en colonne		Etendue de la communication		Chi- deux	Prob	DDL	Phi	C
		Faible	Elevée					
Taille de conseil d'administration	4 à 7	70,7	32,4	11,441	0,01	1	0,38	0,358
	8 et plus	29,3	67,6					
Présence	Non	68,3	32,4	10,011	0002	1	0,358	0,358

d'administrateurs indépendants	Oui	31,7	67,6					
Compétence financière du dirigeant	Oui	36,6	73	10,362	0,001	1	0,364	0,34
	Non	63,4	27					

Concernant la taille du conseil d'administration, elle a un effet sur l'étendue de la communication financière. En effet, 70,7 % des entreprises ayant une étendue de la communication financière faible ont un conseil d'administration de 4 à 7 personnes alors que 67,6 % des entreprises ayant une étendue de la communication financière élevée ont une taille du conseil d'administration comprise entre 8 et 12 personnes (prob. = 0.01). Les mesures d'association ($\phi = 0,38$; $C = 0.358$) attestent une relation d'intensité entre les deux variables. La taille du conseil d'administration influe (positivement) sur l'étendue de la communication financière. Ce résultat corrobore celui de Zhara et Pearce (1989) pour qui la taille du conseil d'administration influence le contrôle du dirigeant.

S'agissant de la présence d'administrateurs indépendants dans le conseil d'administration, elle a un effet sur l'étendue de la communication financière. En effet, 68,3 % des entreprises ayant une étendue de la communication financière faible n'ont pas d'administrateurs indépendants alors que 67,6 % des entreprises ayant une étendue de la communication financière élevée ont des administrateurs indépendants (prob. = 0.002). Les mesures d'association ($\phi = 0,358$; $C = 0.358$) viennent confirmer une relation d'intensité moyenne entre les deux variables mises en relation. Ce résultat nous amène à confirmer les idées de Baysinger et Butler (1985) qui pensent que, la présence d'administrateurs externes dans le conseil d'administration permet de mieux répondre aux objectifs des actionnaires.

Concernant la compétence financière du dirigeant, nous observons qu'elle a un effet sur l'étendue de la communication financière, dans la mesure où 63,4 % des entreprises ayant une étendue de la communication financière faible ont un dirigeant qui n'a pas de compétence financière alors que 73 % des entreprises ayant une étendue de la communication financière élevée ont un dirigeant qui a une compétence financière (prob. = 0.001). Les mesures d'association ($\phi = 0.364$; $C = 0,34$) attestent une relation d'intensité entre les deux variables. Ce résultat rejoint celui de Ho et Wong (2001). En effet, de nombreuses études (Chapellier, 1994 ; Chapellier, 1997 ; Lacombe-Saboly, 1994) mettent en évidence l'incidence des facteurs de contingence comportementale du dirigeant dans la production et la diffusion des informations.

IV – CONCLUSION

Cette communication avait pour objectif d'une part de présenter les mécanismes de gouvernance et les pratiques de communication financière et d'autre part d'analyser les implications des structures organisationnelles et dirigeantes respectivement sur la qualité et l'étendue de la communication financière dans les sociétés anonymes camerounaises.

Les résultats montrent que la pratique de la communication est une réalité et les cibles principales sont les actionnaires majoritaires (100 %) et les actionnaires minoritaires (73,1 %). La qualité et l'étendue de la communication financière sont faibles (55,1 % et 52,9 % respectivement). Par ailleurs, la structure organisationnelle est statistiquement liée à la qualité de la communication financière (probabilité respective de 0,05 ; 0,001 et 0,002), tout comme la structure dirigeante est statistiquement liée à la qualité de la communication financière (probabilité respective de 0,01 ; 0,002 et 0,001).

Les implications managériales de cette étude sont doubles. D'une part, les cibles et les thématiques de la communication financière doivent être diversifiées et, d'autre part, la culture de la communication financière est à promouvoir. Toutefois, l'analyse que nous avons menée présente deux limites : La taille réduite de l'échantillon et la mesure de certaines variables qui n'est pas exempt de reproche.

V – REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BAYSINGER, B, BUTLER, H, (1985), « Coporate governance and the board of dimensions : performance effects of changes in board composition », *Journal of Law Economics and Organisations*, n°1, pp.102-124.

BERTRANT, F, (2002), « Les stratégies de communication financière des grandes sociétés françaises cotées : une étude empirique », *Papier de recherche, Centre d'Etudes et de Recherches sur la Gestion des Entreprises*.

BUSHEE, B, J, NOE, C, F, (2000), "Corporate disclose quality and propertics of analysts information environment", *Journal of Accounting Auditing and Finance*, Summer, pp.355-378.

CAUVIN E, DECOCK-GOOD, C, BESCOS, P, L, (2006), « La perception des entreprises françaises en matière de diffusion d'information non financière : une enquête par questionnaire », *Comptabilité-Contrôle-Audit*, Tome 12, Vol. 2, pp. 117-142.

CHAPELLIER, P, (1994), *Comptabilités et systèmes d'informations du dirigeant des PME – Essai d'observation et d'interprétation des pratiques*, Thèse de Sciences de Gestion, U. de Montpellier II.

CHAPELLIER, P, (1997), "Profil de dirigeants et données comptables de gestion en PME", *Revue Internationale PME*, vol. 10, n°1, 9-41.

CHARREAUX, G, (1997), *Gouvernement d'entreprise*, Economica, Paris, 540 p.

CHARREAUX, G, PITOL, B, (1990), *Le conseil d'administration*, Vuibert-Gestion.

COULTON, J, TAYLOR, (2001), "The effect of compensation design and corporate governance on the transparency of CEO compensation disclosures", *Finance-Contrôle-Stratégie*, Vol.1, n°2, PP.17-88.

CHAU, G, K, GRAY, S, J, (2002), « Ownership structure and corporate voluntary disclosure in Hong Kong and Singapore », *The International Journal of Accounting*, 37(2), pp. 247-265.

EL-GAZZER, S, (1998), "Cross predislosure information and institutional ownership: A cross-sectional examination of market revaluation during earnings announcement periods", *Accounting Review*, Vol.73, n°1, pp.119-129.

ENG, L, L, MAK, Y, T, (2003), "Corporate governance and voluntary disclosure", *Journal of Accounting and Public Policy*, Vol.22, pp.325-345.

EPSTEIN, M, FREEDMANN, M, (1994), "Social disclosure and individual investor", *Accounting, Auditing and Accountability Journal*, Vol. 7, n°4, pp. 94-109.

FAMA, E, JENSEN, M, (1983), « Separation of Ownership and Control », *The Journal of Law And Economics*, 26, June, pp. 301-326.

FORKER, J, (1992), "Corporate governance and disclosure quality", *Accounting and Business Research*, Vol. 22, pp.111-124.

GINGLINGER, E, (2002), "L'actionnaire comme contrôleur", *Revue Française de Gestion*, Vol.28, n°141, pp.37-56.

GUIMARD, A, (2001), *La communication financière*, Economica.

HANIFFA, R, COOKE, T, (2000), *Culture, corporate governance and disclosure in Malaysian corporations*, Document de travail.

HARTE, G, F, LEWIS, OWEN, D, L, (1991), « Ethical investment and the corporate reporting function », *Critical Perspective and Accounting*, Vol.2, n°2, pp.227-254.

HO, S, M, WONG, K, S, (2001), « A study of the relationship between Corporate Governance structures and the extent of voluntary disclosure », *Journal of International Accounting, Auditing and*

Taxation, 10, pp.139-150.

JENSEN, M, C, MECKLING, W, (1976), "Theory of the firm, managerial behaviour, agency costs and ownership structure", *Journal of Financial Economics*, October, pp.305-360.

JENSEN, M, C, (1993), "The modern industrial revolution, exit and the failure of internal control systems", *Journal of Finance*, Vol. 48, n°3, PP.831-880.

LABELLE, R, SCHATT, A, (2005) "Structure de propriété et communication financière des entreprises françaises", *Finance Contrôle Stratégie*, 8(3), septembre, pp.77-104.

LACOMBE-SABOLY, M, (1994), *Les déterminants de la qualité des produits comptables des entreprises : le rôle du dirigeant*, Thèse de Sciences de Gestion, Université de Poitiers.

LEFTWICH, R, WATTS, R, ZIMMERMAN, J, (1981), "Voluntary corporate disclosure: the case of interim reporting", *Journal of Accounting Research*, Supplement n°19, pp.50-77.

LEGER, J, (2003), *La communication financière*, Dunod, Paris.

ONNEE, S, RAHMA, C, (2005), « l'évolution de la communication financière dans le processus de gouvernance : Le cas saint Gobain », [http : www.univer-orléans.fr / DEG / .OG](http://www.univer-orléans.fr/DEG/.OG).

PICHARD-STAMFORD, J, P, (2002), « L'enracinement des dirigeants familiaux », in G. Hirigoyen et J. Caby, *la gestion de l'entreprise familiale*, éd. *Economica*, Paris, pp.57-80.

RAJAN, R, SERVAES, H, ZINGALES, L, (2000), "The cost of diversity: the diversification discount and inefficient investment", *The Journal of Finance*, 55, Vol.1, pp.35-81.

REBERIOUX, A, (2003), *Evolution de la gouvernance d'entreprise et financiarisation du rapport salarial*, Document de travail, ATER, Université de Paris X-Nanterre, Forum.

SHLEIFER, A, VISHNY, R, W, (1997), «A survey of corporate governance», *Journal of Finance*, 52(2), pp. 737-783.

WRIGHT, (1996), « Evidence of the relation between corporate governance characteristics and the quality of financial reporting », Working paper, University of Michigan.

YERMARK, D, (1996), "Higher market valuation of companies with a small board of directors", *Journal of Financial Economics*, 40, PP.185-211.

ZHARA, S, A, PEARCE, J, A, (1989), "Board of director and corporate financial performance", *Journal of Management*, n°15, PP.291-334.